



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATANITY 24. — N° 21.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana manu 25 me 1872.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

14 fr.

Pour les Abonnements et les Années, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Un franc par mois.
Six mois...
Trois années...
Un nombre de années.

PRIX DES ANNÉES (ou compléments):

14 francs par année...
Soit 42 francs.

Les années complémentaires se joignent au montant du prix de la première édition.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Promulgation d'un décret de la Légion d'honneur. — Décret portant nomination de M. Wilkens à exercer les fonctions de consul d'Allemagne, — Arrêté déterminant les indemnités de route et de séjour à allouer aux officiers, fonctionnaires, employés et agents des services publics en colonie. — Décret déterminant les indemnités de route et de séjour pour les enseignants. — Arrêté déterminant les indemnités de route et de séjour pour les Armées régulières. — **PARTIE NON OFFICIELLE.** — Secours aux paysans français. — Nouvelles du Rôle et du Jura. — Le saufra de l'Orléanais. — Soumission pour l'indemnité de guerre. — Addition aux signaux de Strasport. — Dévouements des pêcheurs et pêcheuses. — Annances.

PARTIE OFFICIELLE

Par décret en date du 13 février dernier, M. Holzen, procureur de la République, chef du service judiciaire à Tahiti, nomme récomme conseiller à la cour d'appel de la Martinique, à vie prononcé au grade de chevalier de la Légion d'honneur, en récompense de ses bons services (22 ans de services effectifs aux colonies).

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le dépêche ministérielle du 17 février dernier portant envoi de l'exequatur accordé par le Président de la République à M. C.-J.-C. Wilkens, nommé consul d'Allemagne à Papeete,

Avons arrêté et résolu :

M. C.-J.-C. Wilkens est autorisé à exercer les fonctions de consul d'Allemagne à Papeete (île de Tahiti).

L'exequatur qui nous a été adressé par S. E. le Ministre de la marine et des colonies aura été placé et enseré dans le portefeuille de ce jour.

La présente décision sera publiée dans le journal officiel inscrit au Bulletin officiel et enrégistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mai 1872.

GIRARD.

Par suite de la décision ci-dessous qui autorise M. Wilkens à exercer les fonctions de consul d'Allemagne à Papeete (île de Tahiti), la décision en date du 31 décembre 1869 autorisant M. Wilkens à exercer les fonctions de consul de la Confédération de l'Allemagne du Nord est et demeure rapportée.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'article 3 de l'arrêté du 24 janvier 1848 portant exemption des formalités auxquelles sont astreintes les navires employés à la navigation au cabotage dans les ports soumis au Protecteur en faveur des embarcations armées accidentellement;

Attesté que la chaloupe à vapeur *Scoria*, spécialement destinée à servir de remorqueur et à opérer dans l'un des transports de passagers et marchandises, se trouve dans le cas d'exception prévu par cet article;

Vu l'offre qui nous a été faite par le propriétaire de cette embarcation de mettre sans frais ce remorqueur à la disposition des bâtiments de guerre français qui entreront ou qui sortiront du port de Papeete, et l'utilité d'un remorqueur pour les navires du commerce;

Sur la proposition de l'ordonnateur,

Decisions :

La chaloupe à vapeur *Scoria*, appartenant à M. John Brandor, négociant et armateur à Papeete, est exemptée des formalités exigées par l'article 3 de l'arrêté sus-vé, ainsi que du paiement des droits de qua.

Ce négoce ne sera point obligé d'entretenir à bord un équipage permanent. Toutefois sa chaloupe devra se préparer à prendre la mer aussitôt que l'ordre lui en sera donné par le maître de port ou que le signal indiquant que le remorqueur est demandé sera hissé au sémaphore.

Cette exemption cesserait de lui être accordée si la *Scoria* venait à être affectée à la navigation hors de l'île de Tahiti et de Moorea.

La présente décision sera communiquée et enrégistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mai 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République:

Pour l'ordonnateur empêché et par ordre:

Le sous-commissaire de la marine,

G. MARCHE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le décret en date du 19 janvier 1870 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour à allouer dans la métropole aux officiers, fonctionnaires, employés, officiers marins, marins, ouvriers et autres agents du département de la marine et des colonies voyageant isolément;

Vu les articles 11 et 16 dudit décret portant que l'indemnité de route et l'indemnité de séjour, pour les voyages effectués ou les

missions accomplies dans l'intérieur des colonies françaises, soit réglée par des décisions spéciales du Ministre de la marine et des colonies;

Vu l'arrêté du 3 août 1861 portant à Tahiti règlement des indemnités de route et de séjour à accorder aux officiers et fonctionnaires voyageant pour la servante;

Vu le dépêche en date du 31 juillet 1870 relative aux frais de route et de séjour à allouer dans la colonie;

Considérant que les moyens de transport et de subsistance à Tahiti sont d'un taux très élevé et très difficile à se procurer;

Sur le rapport présenté par l'ordonnateur tant en cette qualité qu'en celle de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Les officiers, fonctionnaires, aspirants, employés et agents voyageant pour le service dans l'intérieur de la colonie, reçoivent, soit au compte de la colonie, soit au compte de l'Etat, les indemnités de route et de séjour fixées par le tableau annexé au présent arrêté.

TITRE PREMIER.

DES INDÉMNIÉTÉS ALLOUÉES AUX FONCTIONNAIRES, MÉDAILLÉS, OFFICIERS, ASPIRANTS ET EMPLOYÉS OU AGENTS ASSIMILÉS.

CHAPITRE I^e.

Des frais de transport.

Art. 1^e. — Les officiers, fonctionnaires, aspirants, employés ou agents voyageant pour le service ont droit aux frais de transport lorsqu'ils se trouvent dans une des positions ci-après déterminées:

Positions.

Observations.

1^e Se rendant à une première destination active.

2^e Passant d'une destination active à une autre ou d'une destination active à une ville demandée.

3^e Recevant pendant la durée ou à l'expiration d'un congé ou d'une permission un ordre de service entraînant changement de destination.

4^e Allant pour son service ou pour une compagnie pour remplir une mission temporaire.

5^e Appelés à faire partie, hors de leur résidence, d'un conseil, d'un conseil, d'une commission d'enquête ou de toute autre commission.

6^e Se transportant comme membre d'un tribunal sur le lieu où un délit a été commis.

7^e Envoyé devant un conseil ou une commission d'enquête hors de leur résidence.

8^e Mis en liberté après jugement.

9^e Côte à comparaison comme témoins devant un tribunal civil ou militaire, ou devant un conseil prévenus devant un tribunal correctionnel.

10^e Allant priser un service ou assister à une épreuve d'un examen ou d'un concours.

11^e Se rendant aux hôpitaux.

12^e Envoyé d'un hôpital sur un autre, ou sortant d'un hôpital après guérison.

13^e En campagne ou en permission, recevant avant l'expiration du congé ou de la permission l'ordre de rejoindre leur poste.

14^e Mis en réforme.

15^e Passant de l'activité à la non activité et de la non activité à l'activité.

16^e Admis à la retraite ou licencié du service, hors le cas de licenciement par mesure disciplinaire.

17^e Se rendant en France en vertu d'un congé de convalescence.

18^e Art. 2. Aucun déplacement ne donne droit aux frais de transport si la distance parcourue pour l'aller et le retour n'excède pas quatre kilomètres.

Art. 3. Les moyens de transport seront, autant que possible, fournis en nature; toutefois lorsque les moyens de transport n'au-

ront pas l'effet de ceux n'est due à l'ordre qui devient un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

Pour le retour, l'indemnité n'est due à l'ordre qui fait devant un tribunal qui sur la production d'un certificat de greffier attestant qu'il n'a pas reçues les indemnités correspondantes sur les frais de la justice.

tout ce qui sera dépensé au naturel par l'administration, les fonctionnaires, etc., seront dans le remboursement de la dépense du voyage au même certificat par eux et approuvés par le Commandant sur la proposition du chef d'administration ou de son vice si nécessaire.

Art. 4. Les frais de route seront payés pour l'aller et le retour inclus.

Tous officiers, fonctionnaires ou employés, les officiers marins, quatuoraines, agents divers qui, par leur faute, n'arrivent pas à destination dans les délais assignés par leur feuille de route, sont punis disciplinièrement, mais ils conservent le droit aux frais de transport qu'ils n'auront pas reçus au départ.

Dispositions particulières et restrictives au sujet de l'allocation de l'indemnité de route.

Art. 5. Les frais de transport ne sont pas dus aux officiers, fonctionnaires, etc., qui jouissent d'allouances fixes à titre de frais de tournée ou de déplacement, ou qui reçoivent un traitement spécial à raison des déplacements auxquels ils sont astreints, ou soda sur quel il est alloué des raisons de fourrure en nature ou une indemnité représentative en argent : excepté cependant :

1^o Lorsqu'ils dépassent les limites de la prescription administrative dans laquelle ils sont appelés à exercer leurs fonctions, et qu'il leur faut employer d'autres moyens de transport que ceux qui sont à leur disposition : ce sera alors, ils seront payés sur dépenses.

2^o Lorsqu'ils voyagent par suite d'une mission étrangère à leur service ordinaire :

3^o Lorsqu'ils changent de résidence ;

4^o Lorsqu'ils se rendent à l'hôpital où qu'ils en sortent ;

Et 5^o dans d'autres circonstances extraordinaires résultant d'ordres de service.

Tout officier, fonctionnaire, aspirant, employé ou agent en activité de service voyagant isolément dans une position ne donnant pas droit aux frais de transport, peut recevoir, dans les cas d'urgence, un avantage en argent pour subvenir aux frais de son voyage jusqu'à destination.

L'avance en argent ne doit pas dépasser le montant des frais de transport correspondant au trajet pour lequel elle est reclamée. Le fonctionnaire qui sera payé en avance immédiatement le fonctionnaire chargé de la surveillance administrative du corps ou service auquel appartient la personne qui aura reçu des avances.

CHAPITRE II.

De l'indemnité de séjour.

Art. 6. L'indemnité de séjour déterminée par la 2^e colonne du tableau ci-dessous, présente arrêté, est due aux officiers, fonctionnaires, aspirants, employés et agents qui se trouvent dans les positions ci-après :

Fonctions.

1^o Remplissant une mission de service et séjournant en route ou à destination, d'après les ordres ou en vertu des instructions du Commandant ou du Commissaire ou de leur autorité compétente.

2^o Détachés temporairement de leur résidence pour aller remplir un intérêt dans une autre ville ou dans un autre état, mais qui n'ont pas droit à un traitement plus élevé.

3^o Tenu par ordre en séjour dans un port, soit avant d'être embarqué pour une destination autre que celle d'origine de l'essentiel.

4^o Tenu en quarantaine au lazaret après débarquement.

5^o Tenu en prison, en partie hors de leur résidence, soit d'un conseil d'enquête, soit d'un tribunal.

6^o Appelé hors de leur résidence ou en assignation devant un tribunal à la requête du ministère public.

7^o Envoiés devant un conseil d'enquête ou devant un tribunal à la requête de l'autorité compétente dans la colonie pendant le cours du voyage.

Art. 7. L'indemnité de séjour ne peut être payée pendant plus de trois mois consécutifs dans un même lieu de résidence.

Art. 8. Les frais de séjour seront payés depuis le jour du départ jusqu'à celui du retour exclusivement.

Art. 9. Ils seront réduits de moitié quand l'aller et le retour s'effectueront dans la même journée.

Art. 10. L'indemnité de séjour n'est pas due aux officiers, fonctionnaires, etc., qui reçoivent des allocations fixes de tournées ou de déplacement dans les limites et sous les exceptions portées à l'article 5 du présent arrêté.

Le droit à l'allocation de l'indemnité de séjour ne peut se cumuler avec le traitement de table ou à la ration à bord des bateaux de l'Etat.

Cependant, il y a exception quand le séjour à bord est de moins de 24 heures et que le débarquement au lieu de résidence provisoire s'effectue avant le repas du soir ou que l'embarquement au retour s'effectue après le repas du matin.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux frais de transport et à l'indemnité de séjour.

Art. 11. Les frais de transport et l'indemnité de séjour ne se paient qu'après constatation du déplacement et de la durée effective du séjour hors la résidence. Toutefois les frais de transport se paient par anticipation lorsque la durée de la mission est fixée et il s'agit de se rendre d'un point à un autre pour un départ définitif.

Cette constatation ressort des feuilles de route ou des ordres de service délivrés par l'autorité compétente et diligent vus au départ et à l'arrivée, suivant le cas, par les officiers du commissariat

ou par les fonctionnaires de la direction de l'intérieur, ou à leur demande, dans les dépendances et les commandants des postes militaires.

Ces ordres de déplacement doivent indiquer la nature des moyens de transport à employer, et s'il y a lieu la durée approximative de la mission.

Art. 12. Les justifications formalisées prescrites par l'article précédent sont remplacées pour les chefs d'administration, par la seule production d'un état indiquant la date du voyage et des allocations acquises, ledit état étant porté par l'officier et vérifié par le Commandant-Commissaire de la République. La même exception s'applique à tout officier, fonctionnaire, etc., chargé d'une mission entrant dans une enquête judiciaire ou administrative, ou envers une vérification imposée par le service spécial du fonctionnaire déplacé, sous réserve de l'approbation préalable du chef d'administration dont il dépend. L'état produit sera certifié par l'autorité droit, visé par l'autorité qui a donné la mission et approuvé par le Commandant.

Art. 13. Les officiers, fonctionnaires, etc., exerçant des fonctions supérieures à celles de leur grade ou de leur emploi, n'ont droit qu'aux frais de transport et de séjour fixés pour le grade ou l'emploi dont ils sont titulaires.

Art. 14. Les indemnités à allouer aux officiers, fonctionnaires, etc., et s'il y a lieu, à tous autres personnes envoyées dans une colonie française, ou en pays étranger par suite de mission, sont payées au taux suivant décision spéciale du Commandant-Commissaire de la République, lorsqu'elles n'auront pas été déterminées par les règlements de la métropole.

Art. 15. Les frais de transport et de séjour doivent être réglés dans la délai d'un mois à compter du jour où le voyage, la mission ou le séjour temporaire sont arrivés à leur terme. Toute allocation réclamée après ce délai ne sera payée qu'avec l'autorisation du Commandant.

TIFFRE II.

DES INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX SOUS-OFFICIERS, SOLDATS, OFFICIERS MARINERS, MARINS ET AUTRES AGENTS Y ASSIMILÉS.

CHAPITRE I^{er}.

Frais de transport.

Art. 16. Les sous-officiers, caporaux et soldats des corps en garnison dans la colonie, les officiers marins, marins et autres agents y assimilés, lorsqu'ils voyagent isolément dans les positions énumérées dans le tableau ci-après, ont droit aux frais de transport :

Postions.

1^o Les officiers, soldats, caporaux, marins et agents ci-dessus nommés, vers l'île ou hors qu'ils sont destinés à servir.

2^o Les mêmes voyageant sur l'ordre d'une autorité compétente pour remplir une mission de service.

3^o Les mêmes se rendant aux hôpitaux.

4^o Les mêmes évacués d'un hôpital sur un autre.

5^o Les mêmes en congé ou en permission, recevant avec l'expédition dudit congé ou de permission l'ordre de rejoindre leur poste.

6^o Les mêmes en congé ou en permission, recevant un ordre de service leur donnant une destination autre que celle qu'ils occupaient à l'heure de l'ordre ou à l'expiration de leur congé ou de leur permission.

7^o Les mêmes passant d'une destination active à une autre, sauf le cas de destination ou de permission déterminée.

8^o Les mêmes se rendant par congé temporaire dans leurs foyers, à la sortie de l'hôpital, après avoir été signifiés par les officiers ou soldats comme ayant un état d'urgence et indispensable de retourner au travail de la justice.

9^o Les mêmes mis en liberté après jugement.

10^o Les mêmes cités en témoignage devant un tribunal à la requête du ministère public.

Observations.

L'indemnité n'est due pour chaque déplacement qu'après la production d'un certificat du greffier officier ou du greffier administratif qui démontre que l'autorité compétente n'a pas été allouée sur les frais de la justice.

11^o Les mêmes recevant de l'existing en congé de convalescence dans le mois qui suit leur arrivée dans la colonie.

12^o Les déportés graciés rejoignant leur poste ou envoyés à l'exécution de leur peine.

13^o Les marins et autres se déplaçant sur l'invitation des commissaires de l'Inspection maritime, pour témoigner de faits relatifs au naufrage du bateau à bord duquel ils se trouvaient.

Art. 17. En cas de déplacement temporaire, le transport personnel des sous-officiers, soldats, etc., doit, autant que possible, être fourni en nature et par mer, soit sur la présentation de l'ordre de route, soit sur la réquisition de ministère public, par les officiers du commissariat et par les fonctionnaires de la direction de l'intérieur et indigne.

Art. 18. Si les moyens de transport ne peuvent être fournis en nature, les frais faits seront payés sur mémoire certifié par l'indigné ou facture démontre sa nécessité.

(Dispositions correspondant à l'article 3 du Titré précédent.)

Art. 19. Sont applicables aux frais de transport des aux sous-officiers, caporaux, soldats, marins, etc., et agents y assimilés, les articles 2, 3 et 4 du présent arrêté.

Art. 20. Les frais de transport peuvent être ordonnancés par anticipation.

Samedi 25 mai 1872.

CHAPITRE II.

Indemnité de séjour.

Art. 22. L'indemnité de séjour déterminée par la 2^e colonne du tableau est due aux officiers, caporaux, soldats, marins et agents qui, dans leur exercice ou en leur absence, se trouvent dans les positions énumérées ci-après :

Terme que l'allocation ne peut excéder.

positions :
1^o Le port, le dépôt militaire, les casernes, salles d'assemblée, magasins, marins et agents assignés voyageant pour le service et sejournant à destination.

2^o Les missions tenues en quarantaine au large, après leur débarquement.

3^o Les missions appelées en renfort, débarquement dans le lieu de résidence, débarquement en tribunaux.

4^o Les marins et autres se déplaçant sur l'invocation des commissaires de l'insécurité maritime pour témoigner de faits relatifs au débarquement du bâti-mati à bord d'un navire où ils se trouvent.

5^o Sejour dans la colonie pendant la course d'un voyage.

Art. 22. Des dispositions des articles 8 et 9 sont applicables aux frais de séjour des sous-officiers, caporaux, marins et agents y assujettis. Toutefois les frais de séjour ne sont pas dus aux militaires affectés au service des transports généraux auxquels il est alloué des indemnités pour les débouchés ou des suppléments spéciaux, conformément aux arrêtés sur l'organisation de ce service, ni à ceux qui joignent du logement et des vivres en résidence temporaire. Ils sont réduits de moitié lorsque les vivres seulement sont fournis.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux deux chapitres précédents.

Art. 23. L'indemnité de séjour qui n'a pas été payée à titre d'avance doit être déclarée dans le mois de l'arrivée à destination ou de l'accomplissement de la mission, aux officiers ou fonctionnaires militaires, à moins d'empêchements sur lesquels prononcera M. le Commandant Commissaire de la République sur la proposition de l'ordonnateur ou Directeur de l'Intérieur.

Art. 24. Il n'est fait aucun rappel de l'indemnité de séjour au profit des sous-officiers, caporaux, soldats, etc., et agents divers qui sans empêchement légitime aient constaté, entrepassé le temps fixé pour leur mission ou qui n'arrivent à destination qu'après l'époque fixée par l'ordre de route ou de service. Seront au surplus observées pour la constatation du déplacement et de la date effective du séjour hors la résidence de ces militaires, marins ou assimilés, etc., les prescriptions du Titre IV.

TITRE III.

TRANSPORT D'EFFETS ET DE BAGAGES.

Art. 25. Les officiers, fonctionnaires, militaires, marins ou assimilés, appels à changer de résidence dans la colonie à titre définitif, auront droit au transport de leurs effets et bagages lorsque ce transport pourra s'effectuer par mer.

Le nombre de toutefois de bagages à alloger aux officiers, fonctionnaires, etc., changeant de résidence à titre définitif, sera celui existant réellement ou déclaré par l'intéressé, sans pouvoir excéder les quotités ci-après :

Pour tout officier supérieur, chef de service, ou fonctionnaire de ce rang.....	3 tonnes.
Pour tout officier supérieur ou chef de service, voyageant avec sa famille.....	6 d°.
Pour tout officier, fonctionnaire ou employé.....	2 d°.
Pour tout officier, fonctionnaire ou employé voyageant avec sa famille.....	4 d°.
Pour tous sous-officiers et marins, gardes-marine, matelots et autres agents non officiers.....	1 d°.
Pour tous sous-officiers de gendarmerie, gardes-marine et autres agents non officiers voyageant avec leur famille.....	2 d°.

Le transport par mer des effets sera payé sur mémoire, portant décompte certifié par l'agent-droit, visé par l'ordonnateur de la dépense, et approuvé par le Commandant Commissaire de la République.

Dispositions générales.

Art. 27. Les officiers du commissariat et les fonctionnaires de l'intérieur chargé de la liquidation des dépenses sont responsables des omissions et erreurs qu'ils commettent dans l'expédition des mandats et des allocations accordées à des individus n'y ayant pas droit, sans leur recontrer toutes les parties prenantes, et après décision du Ministre sur la proposition du Commandant Commissaire de la République.

Les dispositions de l'article 54 du décret du 13 janvier 1870 leur sont applicables.

Art. 28. Le présent arrêté sera provisoirement mis à exécution dans la colonie à partir du lendemain du jour de sa publication au journal officiel de la colonie, sauf approbation ministérielle.

L'application des fonctionnaires sera réglée par le tableau n° 2 ci-dessous.

Art. 29. Les allocations pour frais de transport et de séjour sont payées sans retenue ; en conséquence, les décomptes de ces indemnités doivent être shondés de la prestation des 3 p. 0/0 dévolus à la cause des invalides de la marine.

Art. 30. Les tarifs des frais de déplacement spéciaux au service de génie sont applicables aux officiers et employés du génie et des ponts et chaussées en ce qui concerne exclusivement le service des travaux. Dans les autres cas, les officiers et employés de ces services seront soumis aux dispositions du présent arrêté.

Art. 31. Le fonctionnaire qui s'aperçoit que, pour une faute intentionnelle ou imprudente, il a reçue une allocation a été abusivement accordée, doit refuser la continuation de l'indemnité, et mentionner son refus sur la feuille de route.

En outre, il fait connaître directement à l'autorité du port ou du quartier dans lequel se rend la partie prenante la somme qu'il a reçue indûment, pour que la reprise en soit opérée, sans préjudice

de la responsabilité encourue par le liquidateur ou ordonnateur de la dépense.

Art. 32. Toutes dispositions contraires sont et demeurent abrogées.

Art. 33. L'Ordonnateur f.f. ou Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Messager de Tahiti* et au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 22 mai 1872.
GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République.

Par l'ordonnateur f.f. ou Directeur de l'Intérieur

... empêché et pas servir,

Le sous-commissaire de la marine,

G. MAURICE.

Par décision de Son Excellence le Ministre de la marine et des colonies en date du 19 septembre 1872, une médaille en argent, de 2^e classe, a été décernée à M. Girard (Antoine), matelot indigène de l'Océanie, en récompense de sa belle conduite lors du naufrage du transport de l'Etat *Euryale*.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 22 mai 1872, prise sur la proposition de l'ordonnateur f.f. ou Directeur de l'Intérieur, M. Hillion remet le service de l'enregistrement, du domaine et de la chaptelle aux biens vacants à M. Richard, receveur de l'enregistrement, récemment arrivé dans la colonie.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 22 mai 1872, pris sur la proposition de l'ordonnateur f.f. ou Directeur de l'Intérieur, l'indigène Pena a été nommé matelot au pied du district de Tevaro-Teharao (Moorea), en remplacement de Matu à Paeohu, démissionnaire.

May te ui i te fumu ra a to Tomana te Auvalua o te Republi-rits no te 22 no me 1872, un fe-tyros hia te tatau ra a Puna e. Inafu ei mutu tenua no te maha-crema ra a te Tevaro-Teharao (Moorea), ei mena ia Maihi a Paeohu, tel fuaoh mai i tona toroa.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Bureau des fonds

L'administration rappelle au public que la clôture des opérations du service local, exercice 1871, aura lieu le 25 juillet 1872 pour les opérations terminées et le 27 pour les suivantes. Les créanciers de ce service sont donc invités à présenter leurs titres en temps utile, et prévenus que, faute de faire, ils auront à subir des retards dont l'administration n'est pas responsable.

Le secrétaire-trésorier de la Caisse agricole porte à la connaissance du public qu'il a délivré des titres, au profit, payables à toute heure de vue par la succursale de la Banque de France au Havre, jusqu'à concurrence de 60,000 francs.

Le secrétaire-trésorier invite en même temps toutes les personnes possédant des bons de Caisse émis en 1871 à ne pas tarder d'opérer l'échange conformément à l'arrêté du 26 avril dernier, et ce pour éviter les inconvenients d'un encombrement qui pourront arriver si l'on attendait les derniers jours du délai fixé par cet arrêté.

PARTIE NON OFFICIELLE

M. d'Aixori a reçu du secrétaire de la Société de secours aux paysans français ruinés par la guerre la lettre suivante :

Paris, le 25 janvier 1873.

Monsieur, — Je vous vous acceuille récepteur de votre très-honoré lettre du 14 novembre dernier, ainsi que de la triste de nos amis français qui nous ont écrit. Monseigneur, je vous prie de croire à mon sincère dévouement et à ma grande admiration pour l'ordre moral et politique que vous avez mis en place pour mettre à répondre à son appétit. Le produit attendu de votre collecte a été arrivé à un moment fort opportun ; il a été immédiatement ajouté à une somme que la commission de l'œuvre vendue des vétérans et consacrée à l'achat de graines de semences a déposée au trésor de la récolte générale. Une somme importante pour la France, à considérer les difficultés de l'hiver dernière. Telle est la raison qui a déterminé la volonté à consacrer la majorité des ressources à l'achat de graines qui seront réparties entre les cultivateurs les plus pauvres. Il est resté encore bien des mètres à solliciter, et pour cela elle compte sur la charité publique.

Merci donc, Monseigneur, de votre bienveillant concours, et veuillez, je vous prie, agréer l'expression des sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être de Votre Grandeur le très-humble serviteur.

Pour le comité :
Le secrétaire, HENRY BOUCY.

Le transport à vapeur Rihm, parti de Toulon le 31 janvier avec des troupes et 200 forçats dirigés sur les établissements pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie, est arrivé à Port-Saint-Louis le 10 février à une heure de l'après-midi. Entrant immédiatement dans le canal de Steeve, ce navire a fait seulement un temps d'arrêt de quelques heures à Ismaïla pour laisser défilé toute une flotte de bâtiments de commerce venant de la mer Rouge. Le 12 février le Rihm mouilla dans le port de Suez, où toutes les dispositions avaient été prises pour compléter rapidement ses vivres et son combustible. Parti de Suez le 16, il arriva, le 25 sur l'île d'Aïden, d'où il devait faire route directement pour la Nouvelle-Calédonie.

Le Jarn, commandé par M. le capitaine de frégate Tomboué, a quitté la Réunion le 7 février pour se rendre également à la Nouvelle-Calédonie.

Nausfrage de l'Oriental

Voici le rapport que le capitaine Gassin a adressé à M. le consul de France à Rio-Grande-du-Sud, sur l'incident de son navire l'*Oriental* :

Le trois-mâts français l'*Oriental*, de Marseille, jaugeant 1000 tonnes, armature MM. Augustin Fabre et fils, déclaré et certifié être parti de Paüillac (rivière de Bordeaux) le 26 novembre 1871, avec un équipage de 19 hommes,

